

Atelier sur la liberté de presse et d'expression.

Questions

- a) Quels avantages et inconvénients reconnaissons-nous à maintenir ou à mettre en place de nouveaux médias de communication permettant la liberté d'expression dans les sociétés d'Asie-Pacifique?
- b) Quelle importance devrions nous accorder aux nouvelles technologies de communication dans les sociétés d'Asie-Pacifique?
- c) Quelle importance devrions nous accorder aux moyens traditionnels de communication - radio, télévision, presse écrite... - dans les sociétés d'Asie-Pacifique?
- d) De quelle façon les membres de la société civile canadienne - ONG, secteur privé, universitaires, associations bénévoles... - peuvent-ils favoriser l'émergence et/ou le bon fonctionnement de la liberté de presse et d'expression dans les sociétés d'Asie-Pacifique?

Quelles politiques le gouvernement canadien devrait-il adopter afin de promouvoir et de contribuer à l'émergence et/ou au bon fonctionnement de la liberté de presse et d'expression dans les sociétés d'Asie-Pacifique?

Synthèse des discussions

À la suite d'une brève introduction de la part de l'animateur de la discussion, un participant se demande s'il peut y avoir liberté de presse et d'expression quand il n'y a pas de libertés démocratiques. Les participants sont unanimes à reconnaître la liberté de presse comme un outil de la démocratie. Un participant ajoute que celle-ci en est non seulement un outil mais aussi un produit : sans démocratie il ne peut donc y avoir de liberté de la presse.

Cependant, un participant émanant de la sphère journalistique déclare qu'il est du devoir des médias de provoquer des changements vers la démocratie. Ainsi l'exercice de la presse permet d'amener, à termes, la démocratisation d'une société. À cela, il ajoute que la mauvaise formation des journalistes de certains pays peut provoquer des bavures journalistiques (mensonges, erreurs) qui nuisent à la crédibilité des médias et donnent des munitions à ceux qui condamnent la liberté d'expression. Ce participant souligne qu'un des gestes qui pourrait être entrepris par le gouvernement est d'appuyer des programmes de formation pour les journalistes provenant de pays où règne la dictature afin de permettre l'éclosion d'une presse de qualité. Il remarque que la France poursuit des activités de formation de journalistes étrangers au sein de ses universités et par le biais de stages. Pour le participant, cette initiative semble excellente parce que les journalistes formés en France deviennent des ambassadeurs favorables aux points de vue du gouvernement français à l'étranger. Cette dernière proposition provoque certaines réticences de la part d'autres participants qui craignent que le gouvernement ne s'expose à des accusations